
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXI.

Du Mardi 20 Octobre 1789.

APRÈS avoir déclaré l'assemblée nationale inséparable de la personne du roi, il étoit naturel que ses représentans réunis dans la capitale, s'empressassent de faire une députation à sa majesté. Tel a été le premier objet des délibérations de l'assemblée formées à l'archevêché. M. le président a été chargé de s'informer de l'heure à laquelle cette députation pourroit être reçue.

Il a fait part à l'assemblée d'une lettre qu'il a écrite au comité permanent d'Alençon, relativement au jugement qu'il étoit à la veille de rendre sur l'arrestation faite de la personne de M. le vicomte de Caraman, major d'un régiment de cavalerie. Il paroît que le refus de prêter le serment prescrit sur les décrets, a été un des motifs de cette affaire. M. le président fait sentir dans cette lettre au comité combien il seroit funeste & dangereux pour la liberté civile qu'il s'érigeât ainsi en tribunal; que l'assemblée alloit s'occuper d'en créer un pour juger les crimes de lèse-nation, & qu'en attendant, le châtelet de Paris étoit chargé d'en informer.

M. le président a dit encore que dans la nuit du samedi au dimanche, il avoit reçu une députation de Boulogne

Tom III.

H h

sur mer, qui l'avoit informé que la commune de cette ville ne croyant pas à la vérité des passe-ports & des instructions ministérielles données à M. le duc d'Orléans, l'avoit retenu jusqu'à ce qu'elle eût été certifiée aux députés; ceux-ci ayant présenté la délibération de la commune de Boulogne, les passe-ports & instructions ont été certifiés.

M. d'Estéras a écrit que le décret des subsistances ne reçoit pas son exécution du côté de la Flandre, particulièrement à Valenciennes & à Cambrai; qu'on avoit arrêté des convois de subsistances destinés pour les troupes & le pays voisin; que dans les circonstances, les troupes & les milices nationales s'étoient très-bien conduites; mais que quelques officiers avoient été maltraités par le peuple. M. le président s'étant adressé au pouvoir exécutif, à ce sujet, le ministre a répondu qu'il falloit s'en occuper; mais que l'on ne pouvoit espérer des succès sans une loi sur les attroupemens.

Les dons ne cessent d'enrichir la caisse patriotique. M. Gonet de la Verrière, ancien auditeur de la chambre des comptes de Bretagne, a envoyé sa soumission pour cent mille livres, formant le quart de son bien, & non de son revenu. Des religieuses ursulines ont envoyé cinq mille livres; M. d'André, chargé des bienfaits de la Provence, a fait passer quatre cent livres; & les comédiens de Marseille ont suivi l'exemple généreux de ceux de la capitale; le trésor patriotique a reçu d'eux deux mille huit cent livres.

Le comité des rapports a été invité à s'occuper d'une affaire relative à l'approvisionnement de la capitale, pour laquelle il y a une députation de Rouen.

Dans le moment on a eu quelque inquiétude sur la solidité des tribunes, & quelques membres l'ont fait pour réclamer un autre local. Celui que l'assemblée occupe provisoirement est en effet trop peu spacieux, & ne permet cependant, par sa disposition, qu'à un très-petit nom-

bre des membres d'entendre les orateurs. Il a été décidé qu'on chargeroit des commissaires de chercher un autre emplacement : il vaudroit mieux , sans doute , presser les travaux de la salle des tuileries.

La lecture du procès-verbal de jeudi a donné lieu à quelques critiques sur sa rédaction. MM. Garat & Languinai attaquoient quelques expressions ; M. Desmeuniers réclamoit une mention plus précise de l'arrêté de l'assemblée, à raison de la convocation expédiée par le gardes-sceaux , pour la noblesse de Gueret. M. de Beaumez observoit que l'on avoit prohibé les arrêts du conseil, rendus du propre mouvement , que *concernant les affaires des particuliers* ; que les défendre entièrement , ce seroit enrayer la machine du gouvernement. MM. Camus , Anson , Goupille , Reubel & Chapelier ont suivi cette objection.

M. Tellier a terminé ces débats en faisant sentir l'intérêt d'une rédaction des procès-verbaux qui seroit revus par tous MM. les secrétaires , avant d'être lus à l'assemblée.

Cette opinion a été adoptée , à commencer par le procès-verbal de jeudi dernier.

L'ordre du jour a été réclamé plus d'une fois. M Sil-lery alloit présenter , avec l'énergie qui caractérise ses discours , le tableau des événemens qui s'étoient succédés avec tant de rapidité & de bonheur , pour le salut de la France. Mais l'impatience bien naturelle d'employer un temps si précieux , à la constitution , a fait revenir aux municipalités & aux assemblées provinciales.

Au moment où la discussion alloit commencer , M. le président a annoncé que MM. Bailli , de la Fayette & les représentans de la commune de Paris venoient offrir leurs hommages à l'assemblée nationale. Il viendra un temps disoit M. de Mirabeau , où l'on ne louera plus que par le recit des faits ; cette méthode suffiroit sans doute pour l'éloge des hommes dont nous venons de pro-

noncer le nom ; mais leur propre langage les peindra encore mieux que nous ne saurions les célébrer.

« Nous apportons à l'assemblée nationale les hommages de la commune de Paris, a dit M. Bailli, qui a su si bien mériter les couronnes civiques & les réunir aux palmes de l'éloquence. Nous venons renouveler à cette auguste assemblée & l'expression d'un respect profond, & l'assurance d'une soumission entière; nous avons toujours désiré l'honneur que nous recevons aujourd'hui, celui de voir les représentans de la nation réunis dans le sein de la capitale & y délibérant sur les grands intérêts de l'état. Nous osons dire, Messieurs, que nous sommes dignes de cet honneur; nous le sommes par le respect & la soumission dont nous venons de vous offrir l'assurance, mais nous le serons sur-tout par notre fidélité à maintenir la liberté de vos grandes & importantes délibérations. La ville de Paris n'a pas d'intérêt particulier: tout Français ne connoît dans ce moment que celui de la patrie. Nous demandons, comme toutes les provinces, que vous portiez des loix justes & sages, que vous donniez à cet empire une constitution durable, qui maintienne la prospérité & qui fasse le bonheur de tous; voilà notre intérêt, ce sont nos vœux.

» S'il nous est permis de le rappeler ici, la ville de Paris s'est armée, la première, contre les ennemis de l'état, & en faisant ce premier acte de liberté, elle a fait disparaître les soldats dont l'assemblée nationale & la capitale étoient environnés; elle assure sa liberté en assurant la vôtre. Sa gloire fera que la félicité de la France ait été opérée dans son sein, la révolution qui a été commencée par le courage, doit être achevée par la sagesse.

Si votre sagesse, Messieurs, est de peser & de fixer les destinées de l'empire; notre devoir à nous, est de veiller pour vous, de vous entourer du repos & de la tranquillité. Tout citoyen sera soldat pour composer votre

garde nationale, & la commune que vous voyez devant vous, tous les habitans de cette capitale sont prêts à répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour votre sûreté, pour l'inviolabilité de vos personnes & pour la liberté de vos délibérations. Si la capitale n'a pas encore joui de tout le calme que les bons citoyens desirerent, c'est que les grandes agitations d'où la liberté doit éclore ne peuvent s'apaiser tout-à-coup. Le mouvement une fois imprimé, ne cesse que par degrés, mais il est des circonstances heureuses qui accélèrent un repos nécessaire.

Nous pouvons dire à cette auguste assemblée que le retour du roi à Paris y a répandu le bonheur; que sa présence chérie y établit une paix durable. Il n'y a plus de mouvement que pour se porter autour de lui, & cette paix si désirable est aujourd'hui assurée par votre présence. La paix est le fruit de la sagesse; si la paix n'existoit pas encore, elle naîtroit du respect que vous inspirez. Qu'apportez-vous ici à la durée de cet empire par les loix, sa prospérité par les loix, & le bonheur de tous par les loix. En considérant le sénat imposant & vénérable auquel j'ai l'honneur de porter la parole, je crois voir les loix personnifiées & vivantes, ces loix saintes & éternelles qui vont s'étendre dans toute la France & dans tout l'avenir pour le bonheur universel. La paix sera dans tous les temps l'ouvrage de ces loix. La paix sera le fruit du respect & de l'amour; *la loi & le roi*, voilà tout ce que nous devons *respecter*; *la loi & le roi*, voilà ce que nous devons *aimer*. »

Les assemblées n'ont d'autre langue pour exprimer leur sensibilité ou leur reconnaissance que celle des applaudissemens; c'est celle qui a été employée de la manière la plus bruyante après le discours du maire de Paris.

M. Fréreau a ensuite exprimé d'une manière plus particulière, le vœu de l'assemblée lorsqu'il a répondu à cette honorable députation,

M h 2

MESSIEURS,

L'assemblée nationale reçoit avec satisfaction vos requêtes, vos félicitations & vos vœux. La majesté de ses séances, son zèle pour le rétablissement de l'ordre public, & pour l'affermissement de la liberté, de la concorde & de la paix entre les citoyens, vont vous offrir de grands exemples. Elle attend aussi de vous, Messieurs, de grands secours.

La première ville d'un vaste empire eut toujours une influence immense sur ses destinées. Rome vertueuse & libre fut l'idole de l'Italie & la terreur du monde de Paris, ramenée par l'égénie de la liberté, par la voix de la raison, par l'intérêt même de sa conservation, à des mœurs plus pures & plus simples, à un régime d'administration plus ferme & plus éclairé, à des institutions & à des loix plus dignes de son respect, sera le modèle de la France & l'amour de l'univers.

Quels gages de cet espoir consolant ne nous offre pas, Messieurs, la composition du corps auguste que vous représentez !

Les talens relevés par la modestie, la droiture unie au fàvoir, distinguent son chef. La circonstance où vos suffrages nous ont repris ce bien que vos suffrages nous avoient donné, a diminué pour nous le sentiment de sa perte, mais n'a pu nous faire oublier la longue suite de services qu'il nous a rendus. Que la commune de Paris jouisse de son honorable conquête : elle s'applaudit, à juste titre, d'en avoir fait sur nous une autre digne encore de nos regrets, c'est le héros dont le bras la défend. Ce héros est un sage, que le seul intérêt de l'humanité appella dans les champs de la gloire, & qui, sous les drapeaux d'un guerrier, à jamais (1) illustre, sembla, comme lui, priser les leçons d'un nouveau (2) Lycurgue, autant, &

(1) M. Wasington.

(2) M. Franklin.

plus peut-être, que les palmes des triomphes qui fondoient la liberté de Philadelphie.

Sous ces chefs patriotiques, on a vu la fermeté, le courage, la tranquille raison d'une commune fidelle à la loi & à son prince, (au milieu même des orages qui l'agitoient) étonner la France, & soutenir l'espoir de ses habitans au fort de la tempête.

Achievez votre ouvrage, Messieurs; que l'exemple de vos guerriers resserre les liens de la discipline militaire, relâchée parmi nos légions.

Que la sagesse & les vertus de vos administrateurs imposent un frein à la licence.

Que votre respect pour les loix, vos soins pour relever l'éclat du trône, rappelant à la confiance & à la paix un peuple égaré, quelquefois momentanément, par l'artifice de ses dangereux amis, mais toujours bon, toujours équitable, & dévoué sur-tout au monarque citoyen, dont les bienfaits & les vertus sont empreints dans son cœur.

L'assemblée nationale vous verra avec plaisir assister à sa séance.

Après que de nouveaux applaudissemens ont eu confirmé le discours de M. le président, M. de Mirabeau croyant que la première séance dans la capitale, étoit la plus convenable pour remplir à la fois un devoir de justice & de sentiment, a dépeint énergiquement l'état affreux d'où la France venoit de sortir, & cette époque où il faut tout craindre & tout braver; il a proposé de voter des remerciemens aux deux citoyens distingués qui venoient d'être introduits, ainsi qu'aux représentans de la commune & aux différens districts de la ville de Paris. On s'honore soi-même, disoit-il, en respectant des hommes sortis de son sein, & le zèle de la liberté ne doit pas ressembler aux jalousies des places. Il a très-bien fait sentir que la défiance nuisoit au pouvoir, qu'elle nuisoit encore plus à la société,

& qu'il inspiroit de porter des hommages & des respects aux chefs de la société pour rendre plus forte l'obéissance aux loix , & la discipline plus exacte.

La motion de M. de Mirabeau étoit dans le cœur de tous les membres de l'assemblée ; elle a été adoptée avec des applaudissemens universels , que le discours simple & modeste de M. de la Fayette a interrompus un instant. » J'ose supplier l'assemblée , a-t-il dit , de rendre dans le moment à la garde nationale , la justice de croire que sa vigilance & ses courageux efforts sont bien dignes de la liberté qui en est l'objet. Nous sommes tous disposés à verser la dernière goutte de notre sang pour le service de la patrie & pour prouver notre soumission aux décrets de l'assemblée. »

« L'assemblée nationale croit bien à la sincérité de vos promesses , a dit M. Fréteau , & elle remercie la garde nationale des nobles sentimens qu'elle lui a tant de fois témoigné. On ne savoit assez applaudir à tant de marques de patriotisme & de dévouement à la chose publique.

Les débats sur le plan du comité pour les municipalités ont été ouverts. Il sembloit qu'on ne pouvoit traiter une pareille question plus à propos , puisque les deux chefs de Paris & les représentans de la commune , ainsi que MM. les officiers des milices nationales , avoient été priés d'assister à la séance. M. Aubry du Bochet a fait sentir la nécessité très-urgente d'établir & d'organiser le régime municipal. » Avec lui , disoit-il , l'anarchie cessera , & nous n'aurons pas besoin d'une loi martiale ; mais avant d'adopter un plan définitif , M. Aubry vouloit nommer un comité composé de cinq personnes qui seroit autorisé à demander des instructions , & qu'un cadastre fût formé pour régler les arrondissemens.

M. Brian de Samarin , pensoit que le plan du comité contenoit des idées neuves & grandes , mais il le croyoit inutile , impraticable & dangereux. Il craignoit d'exciter la

réclamation des provinces. « Les grands, disoit-il, ne voudront pas être morcelés, les petits ne voudront pas perdre leurs habitudes. Les villes seront à l'envi jalouses d'être le siège des assemblées provinciales, & le plan de faire un certain nombre de divisions égales, est une chimère dans ce moment où tous les esprits sont en fermentation; Un jour viendra, disoit-il, où les loix seront uniformes, mais il faut les préparer par une constitution préliminaire ».

M. de Samarin tenoit beaucoup pour l'ancienne division des provinces, & il citoit le vœu des cahiers du Bugey; mais avec de tels principes, il ne faut pas parler de former une constitution, *mais de perfectionner les abus.* La France gémît depuis des siècles sous une foule de divisions si disparates & si injustes, que le même citoyen est d'un pays pour l'administration provinciale, d'un autre pour le spirituel, & d'un troisième pour l'intendance; sa division judiciaire est aussi bizarre que celle des coutumes. Ce spectacle ridicule que l'on voit en France, où l'on change de loix, d'usages, d'administration, d'évêques, de juges, d'intendans, presque à toutes les postes, est-il donc si intéressant à conserver?

M. Darambure disoit avec raison que les plans ne changeoient pas les usages, ni les habitudes des habitans des campagnes. Il croyoit qu'il falloit examiner le plan de comité dans son ensemble; que les provinces en suivissent l'esprit & les principes, en les appliquant aux localités & en formant leurs divisions. Il a proposé un plan en dix articles, conforme à ces idées de médiation & de concurrence; mais des *constitutions* ne peuvent pas être traitées comme des *transactions*.

« Votre comité de constitution vous a présenté un travail séduisant par sa précision presque géométrique, » dit M. de Jessé, mais les élémens en font d'un long détail, ils portent sur un travail très difficile à faire, & au moins très-difficile à expliquer; ne seroit-il pas impolitique dans

le moment où presque tous les liens de la société sont dissous, de détruire ceux qui peuvent subsister encore ? Tel homme qui n'a plus d'attachement pour ces loix, en conserve encore pour son sol ; tel Provençal imagine de bonne foi qu'il n'y a ni bonheur ni raison au-delà du Rhône ou de la Durance ; mais sans vouloir désespérer d'un grand bien qu'il faut toujours tenter, je ne peux me défendre de penser qu'un tel essai sur le corps politique est au moins une opération délicate, & qu'il est indisponible d'attendre qu'il soit dans un état de santé & de force qui lui permette de la supporter.

« Je demande que l'assemblée veuille organiser les municipalités dans les lieux où elles existent maintenant, en substituant un mode électif à celui qui a existé, ou qu'elle ordonne qu'il soit choisi, dans les quarrés que le comité a tracé sur la carte du royaume, les lieux qu'elle jugera convenir le mieux à ces municipalités, pour qu'elles y soient établies provisoirement. »

« La première question à traiter, disoit M. de Clermont-Tonnère, est de savoir si on acceptera, ou non, le plan du comité. On vous dit que le plan attaque les intérêts locaux, les habitudes, les haïsons des peuples ; mais les Français ne sont-ils pas d'un ressort pour les tribunaux, d'un diocèse pour le spirituel ; pourquoi ne seroient-ils pas aussi d'un autre ressort pour l'administration ? Il faut considérer le royaume sous un nouveau point de vue, sous celui de la représentation. Je ne regarde pas comme une chimère la réunion des Français sous une même loi ; & je trouve les circonstances bien favorables, puisque nous sommes *après le despotisme & avant la constitution.*

Nous avons renoncé aux usages serviles ; aux privilèges ennemis de tout bien ; l'anarchie est un passage effrayant, mais nécessaire, & c'est le seul moment où l'on peut arriver à un nouvel ordre de choses. Ce n'est pas dans

des temps de calme qu'on feroit des uniformes. La paresse retient l'homme, & il préfère l'état médiocre au mieux possible. Je crois qu'il faut discuter le plan du comité, en distinguer les principes de l'application. Les premiers doivent être clairs & généraux, leur exécution doit être lente & sage, mais il ne faut pas la livrer à la volonté des provinces; il ne faut qu'un pouvoir législatif, comme il n'y en a qu'un exécutif. Je réduis mon avis à délibérer si l'on veut admettre le plan du comité à la discussion, article par article, ou si l'on veut travailler sur les autres plans. »

M. de la Ville-aux-Bois ayant observé qu'il falloit diviser la discussion des principes & des règles de l'éligibilité, de l'application de ces mêmes principes qui demandoient un travail différent, M. de Crillon & M. Chapelier ont développé cette idée & l'ont séparée de l'opération qui a trait à la section des provinces. En conséquence, après avoir recueilli les voix, il a été arrêté que l'on commenceroit la discussion aujourd'hui par les principes de la représentation & les règles de l'éligibilité : questions importantes qui, s'appliquant graduellement aux assemblées *municipales, provinciales & nationales*, peuvent, si elles sont traitées avec trop de précipitation, ou fondues sans des nuances particulières, établir dans le royaume une nouvelle aristocratie, celle des riches & des puissans, qui s'empareront seuls de toute sorte de représentation; mais l'assemblée a trop de bons esprits pour ne pas en sentir les dangers.

On a annoncé à la fin de la séance une assemblée des députés du Dauphiné, pour une affaire urgente. Cette province auroit-elle cessé de donner à la France de grands exemples d'union & de patriotisme. A Dieu ne plaise que nous puissions le penser, malgré la fermentation annoncée dans le midi de la France. . . . M. Bouche vouloit concilier les diverses opinions en décrétant quatre objets fort

simples ; mais il donnoit trop d'influence aux anciens usages ; il laissoit les provinces dans leurs anciennes limites ; il livroit les villes & les provinces à leurs arrangemens réciproques sur leurs intérêts. C'étoit-la un plan trop arbitraire , quand il s'agit de tout régler , de tout borner.

M. Coupé observoit que *la baze territoriale* étoit vicieuse dans le pays inculte , dans le pays de landes , tel que certaines parties de la Bretagne. Il insistoit pour que le comité chargé des arrondissemens , fût nommé par généralités.

Mais M. de Tracy vouloit qu'on définît ce qu'on entendoit par *provinces* , avant de s'occuper de la nouvelle division qu'il regardoit comme nécessaire ; M. Mongin de Roquefort vouloit qu'on n'adoptât que quelques principes généraux , en livrant les localités aux divers pays. M. Dupont de Nemours pensoit qu'il falloit constituer des villes & des villages avant de constituer des provinces ; mais il ne doutoit pas que la France n'eût le plus grand besoin d'une division nouvelle , qui fut moins inégale , moins bizarre , & sur-tout plus appropriée à une constitution stable.

M. Destourmel a fait la motion expresse de délibérer aussi-tôt sur l'acceptation ou le rejet du plan du comité

On est allé aux voix , & l'on a décidé unanimement que le plan du comité étoit accepté pour être discuté.

A V I S.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 l. 10 s. , franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.